

MESSAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie.

PARAISANT TOUS LES VENDREDIS A 3 HEURES DU SOIR

MATARI 27. — N° 32.

TE VEA NO TAHITI.

Mahana pac 9 atete 1878.

PRIX DE L'ABONNEMENT (payable d'avance):

Un an.....	45 Fr.
Deux mois.....	22 Fr.
Trois mois.....	15 Fr.

Un numéro : 50 centimes.

Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser à

IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.

PRIX DES ANNONCES (ne compris pas)

Les décretinaires.....	50 c. étagées
Autres personnes.....	100 c. étagées

Les annonces consacrées ne paient la moitié des prix prescrits intérieurement.

SOMMAIRE.

PARTIE OFFICIELLE. Décrets portant envoi du décret qui rend applicable aux colonies la loi amnistie pour les délits et contraventions commis par la voie de la parole, de la presse ou par tout autre moyen de publication. — Arrêté prononçant l'admission (décret et les années); — Arrêté ouvertant un crédit. — Nominales, métiers, etc. — Acte administratif. — Arrêté de la haute-cour tahitienne. **PARTIE NON OFFICIELLE.** Bulletin intergouvernemental. — Cours des actions. — Mouvement commercial. — Nouvelles de part. — Annexes. — Rôle des affaires de la haute-cour tahitienne. — Observations météorologiques.

PARTIE OFFICIELLE

Paris, le 17 mai 1878.

MONSIEUR LE COMMANDANT. — Un décret du Président de la République en date du 30 avril dernier a rendu applicable aux colonies la loi du 2 avril 1878 portant amnistie pour les délits et contraventions commis par la voie de la parole, de la presse ou par tout autre moyen de publication.

Je vous prie, en conséquence, de faire promulguer ce décret, dont copie est jointe, ainsi que la loi du 2 avril, que vous trouverez au *Journal officiel* du 3 du même mois.

Réceivez, etc.

*Le Vice-Amiral, Sénateur,
Ministre de la marine et des colonies,
Pour le Ministre et ses ordres :
Le Directeur des colonies,
MICHUAUX.*

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société.

Va l'article 65 de l'instruction ministérielle du 26 juin 1869;

Va dépêche ministérielle du 17 mai 1878, parvenue dans la colonie le 30 juillet dernier;

Va le décret présidentiel du 30 avril 1878;

Sur la proposition de l'ordonnateur f.f. du Directeur de l'Intérieur et du procureur de la République, chef du service judiciaire,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1^{er}. Est promulguée dans les Etablissements français de l'Océanie et les îles du Protectorat la loi du 2 avril 1878 relative aux délits et contraventions commis par la voie de la parole, de la presse ou par tout autre moyen de publication.

Art. 2. L'ordonnateur f.f. du Directeur de l'Intérieur et le procureur de la République, chef du service judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué et enregistré partout où besoin sera, publié au *Messageur* et inséré au *Bulletin officiel de la colonie*.

Parce que l'ordonnateur f.f. du Directeur de l'Intérieur et le procureur de la République, chef du service judiciaire, ont été nommés à rentrer au service actif de la flotte.

F. PLANCHE.

Par le Commandant Commissaire de la République :
*L'ordonnateur f.f. du Directeur de l'Intérieur et le Procureur de la République, Chef du service judiciaire,
ERN. CHAMPY.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
Sur le rapport du Ministre de la marine et des colonies ;
Vu les articles 8 et 18 du décret-consulte du 3 mai 1851,

Décret :

Art. 1^{er}. Est rendue applicable aux colonies la loi du 2 avril 1878 portant amnistie pour les délits et contraventions commis par la voie de la parole, de la presse ou par tout autre moyen de publication.

Art. 2. Le Ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 30 avril 1878.

Signé : M^e MAC-MAHON.

Par le Président de la République :

*Le Vice-Amiral, Sénateur,
Ministre de la marine et des colonies,
Signed : A. POTHIAU.*

LOI relative aux délits et contraventions commis par la voie de la parole, de la presse ou par tout autre moyen de publication.

La Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. Annistie est accordée pour tous délits et contraventions prévus dans la loi du 17 mai 1819 et les sousquêtes suivantes sur la presse, ainsi que pour toutes infractions à la loi du 6 juillet 1864 sur les réunions publiques, jusqu'au 1^{er} octobre 1878.

Art. 2. Les délits d'outrage aux bonnes mœurs et de diffamation sont exceptés du bénéfice de la présente loi.

Art. 3. Les amendes acquittées par suite de condamnations prononcées en vertu de l'article 1^{er} pour des faits qui ne seraient produits pendant l'exercice 1877 (jusqu'au 1^{er} décembre 1877), seront restituées. Elles devront, à peine de déchéance, être remises dans les six mois, à partir de la publication de la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Versailles, le 2 avril 1878.

Signé : M^e MAC-MAHON, duc de MAGENTA.

Par le President de la République :
Le président du conseil, garde des sceaux,
Ministre de la justice,

J. DUPAURE.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Va dépêche ministérielle du 29 mai 1878, n° 82, nous autorisant à disposer d'une somme de 50 000 francs en augmentation de la subvention métropolitaine ;

Attestons que l'ordonnance de délégation n'est pas parvenue à Tahiti ;

Va l'article 5 du décret du 26 septembre 1853 ;

Sur la proposition de l'ordonnateur ;

Le Conseil d'administration entendu,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1^{er}. Il est ouvert d'office à l'ordonnateur un crédit de cinquante mille francs au compte du chapitre 17, *Subvention au Service local des Colonies*.

Art. 2. Ce crédit se confondra avec celui précédemment ouvert sur le même chapitre. Il ne servira que jusqu'à l'arrivée de l'ordonnance de délégation qu'il a pour but de suppléer, et sera alors annulé dans les écritures du trésorier-payer et de l'administration.

Art. 3. L'ordonnateur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué et enregistré partout où besoin sera, publié au *Messageur* et inséré au *Bulletin officiel de la colonie*.

Parce que l'ordonnateur a été nommé à rentrer au service actif de la flotte.

F. PLANCHE.

Par le Commandant Commissaire de la République :

*L'ordonnateur,
ERN. CHAMPY.*

Par dépêche ministérielle en date du 17 mai 1878, timbrée : Colonia, 4^e heure, avis a été donné du résultat du concours de 1877 pour le grade d'aide-commissaire de la marine (service des colonies) : M. le commis de marine Fontaine, du cadre de Tahiti, figure sur la liste des admissibles avec le n° 5.

Par dépêche ministérielle en date du 27 mai 1878, M. Chastanier (Eugène), lieutenant de vaisseau, a été nommé à l'emploi de résidence des îles Marquises, en remplacement de M. Doublet, officier du même grade, qui a demandé à rentrer au service actif de la flotte.

Par décision du Commandant Commissaire de la République en date du 6 août 1878, M. Niote, aide-commissaire de la marine, appelle à continuer ses services à la Guyane, prend passage avec sa famille sur la goélette *Greyhound*, à destination de San-Francisco.

Par décisions de l'ordonnateur en date du 7 août 1878, M. Lattey, sous-commissaire de la marine, prendra la direction du dépôt des Fonds, à compter du 11 courant, en remplacement de M. Niote, appelé à servir à la Guyane; et M. Gavand, aide-commissaire de la marine, est nommé sous-chef du service des Contributions, à compter du 11 courant, en remplacement de M. Niote, officier du même grade, quittant la colonie.

ADMINISTRATION DE L'ORDONNATEUR

TRÉSORERIE.

Il faudra bien faire ne toutes 'tou e i na mahana maia, i te 17, te 29 e te 31 no atete, mat le hora 2 e le 5 heures et lae tua 'tou i te hora 5 i te abishi; e i na mahana tapati, te 18 e te 25 no atete, e i te 1 no tetapa, mat le hora 6 e te 10 no, 'tou i te 10 e te 15 poipo; e pupuli, si ai te fazea pupuli, pubi fana, si ai te ofai ato i roto, i te bo tapao o te tou his i te paou e te ava rai i Papeete nei ne.

E pupuli his te hoc pupuli mai te paou 'nac i roto, bae a hurna ma pi minau i muta'e i te haamata'ua raa man o te pupuli raa tapao, e huti bin ho te hoe reva utetua i nia i pa ei faini i te haamata'ua raa o te pupuli ras.

Te faute his 'tou 'nei teieni maio parai i te taata 'tos, i te arama mate ratou, o te tupa no'e hoi i no.

Départ du courrier.

La goélette *Greyhound* partira le lundi 12 août 1878 pour transporter la correspondance à San Francisco.

Les sacs seront formés le même jour, à 18 heures du matin.

auquel il est assujetti et fait dans les deux dernières années.

Ces dernières années, les populations des principaux pays dépendants des terres ottomanes, l'Asie mineure et l'Afrique, formant l'ensemble de l'empire ottoman, ont été au moins égales à 185 millions, et les populations sont déjà presque égales à 20 millions d'habitants.

Il est donc raisonnable de croire que l'Asie mineure touche à la route, tandis qu'Amatissane touche à la mer et va jusqu'à la terre Africaine du côté de l'intérieur. Amatissane étant traversée par la route et la dépassant, et étant bordée du côté de Papouasie par la terre Poitain, appartenant au sultan Uspino à Uspino, et du côté de Papurari par la terre Vauisomone appartenant à dame Tessimo ; que Amatissane n'est pas tout à fait en rapport avec la terre Africaine, mais avec la terre Africaine ; sans toutefois que la côte sur puis obéisse rien de certain sur la mesure de cette différence de longueur.

Considérant qu'il en résulte que le jugement attaqué a saisi une cause, nous venons de voter :

Récut l'appel du sieur Aue en la forme, mais ne le confirme pas, et déclare que les deux terres susmentionnées, telles qu'elles viennent d'être décrites, appartiennent, savoir : Africaine appartenant à Aue à Talad et aux trois autres membres de sa famille pour lesquels il agit, nommés en l'arrondissement ; tandis qu'Amatissane appartient à Reutius à Vehi, femme Oliva, et aux membres de sa famille, lesquels elle agit, sous nommée par elle ; par suite, condamne l'appelant aux frais, liquides et solidaires, et ordonne la confiscation de l'ensemble de l'appel par ses versées.

PARTIE NON OFFICIELLE

BULLETIN TÉLÉGRAPHIQUE

Dépêches extraites du *Courrier de San Francisco*.

LE CONGRÈS

Berlin, 13 juin. — Hier toute la journée a été employée aux préparatifs et réceptions officielles. Les voitures de la cour, trainées par des chevaux richement caparaçonnés, précédées de courreurs et escortées de la jument qui est venue d'appartement, ont parcouru les rues entre quatre-midis allant et venant du Vieux Château, local destiné au Congrès, aux résidences des plénipotentiaires, qui étaient reçus par le prince impérial suivant l'ordre de leur arrivée à Berlin.

Berlin, 14 juin. — On écrit de Berlin : Aujourn'hui au Congrès, le prince de Bismarck, en réponse à une question du comte Andraschek, a exprimé sa ferme croyance dans le succès du Congrès, et en même temps son désir de voir l'harmonie s'établir. Les plénipotentiaires autrichiens ont également exprimé l'espoir d'une prochaine solution des questions qui attendent la discussion du traité. Le texte complet de l'arrangement intervenu entre la Russie et l'Angleterre le 30 mai dernier vient d'être publié et confirme les renseignements qui ont été communiqués à cette époque. Aux termes de cet accord, ces deux puissances reconnaissent le droit de soulever et de discuter devant le Congrès toutes les questions qui seraient pas stipulées dans le programme de la discussion.

Berlin, 14 juin. — Au banquet qui a été donné hier soir aux plénipotentiaires, il y avait 160 convives, parmi lesquels un grand nombre de princes allemands et de princesses ; tous les membres du Congrès étaient présents, à l'exception du prince Gorchakoff, malade. Le prince impérial a remercié les représentants des puissances des marques de sympathie qui ont été offertes à l'empereur ; il a bu à la santé des divers souverains étrangers et a souhaité que l'heure où l'empereur ottoman s'établisse au Congrès soit l'heure où tous les biens-étre d'un peuple universel.

Berlin, 17 juin. — Le Congrès s'est réuni à 9 heures cette après-midi ; la session a duré près de trois heures. La question de l'admission de la Grèce a été discutée, mais aucune décision n'a été prise.

Berlin, 18 juin. — Dans la séance de lundi, Bismarck a esquissé un plan pour le règlement de toutes les questions pendantes et a ouvert le débat au sujet de la Bulgarie. La discussion a été très animée et n'a abouti à aucun résultat.

Berlin, 20 juin. — Hier la question de la Bulgarie a été de nouveau remise, les plénipotentiaires n'étant pas prêts à la dissiper. Les puissances continuent d'agir par groupes, mais non avec un sentiment d'hostilité à l'égard des autres, mais avec un peu d'hostilité à l'égard de l'Angleterre, à un point de vue. La Turquie, à son tour, s'oppose aux revendications de la Russie, l'Allemagne, la France et l'Italie, et adopte une attitude modératrice. Le Congrès a décidé d'admettre la Grèce avec voix consultative relativement aux intérêts grecs.

Londres, 21 juin. — Une dépêche, datée de minuit, porte ce qui suit : Les plénipotentiaires de l'Angleterre, de la Russie et de l'Autriche sont tombés d'accord sur les points suivants, qui seront présentés demain matin à la ratification du Congrès : la frontière de la Bulgarie du nord s'étendra jusqu'aux Balkans ; les Turcs auront le droit de fortifier les places des Balkans et de tenir garnisons dans les places fortes ; Sofia fera partie de la Roumélie et Varna sera comprise dans la Bulgarie ; les Turcs conserveront Burgos ; les frontières nord du Monténégro et celles de la Serbie seront grecques ; ces principautés recevront des compensations vers le sud.

Les Turcs ont été informés que s'ils ne se soumettent pas aux décisions du Congrès, ils ne trouveront aucun allié parmi les puissances européennes, et que, au contraire, celles qui désirent le plus maintenir l'empire ottoman seront leurs premiers adversaires dans ce cas.

Londres, 22 juin. — Une dépêche de Berlin annonce que le czar accepte la reconstitution de la Bulgarie qu'elle est demandée par l'Angleterre. — Un télégramme de Vienne porte que l'impression générale de la séance d'aujourd'hui est plus satisfaisante. Les travaux du Congrès ont fait des progrès considérables.

Londres, 25 juin. — Le Congrès a décidé que les Russes obtiennent la Bulgarie dans ses trois états et la Thrace. — La Russie a demandé à l'Autriche, à la Bulgarie et à la Serbie de passer un compromis avec l'Autriche pour le règlement de leurs réclamations. À la réunion du mardi, les délégués turcs ont consenti à l'évacuation de Varna. La France, l'Italie et l'Allemagne appuient énergiquement les réclamations des Grecs relativement à une extension de l'Épire. Une dépêche de Vienne affirme que la Russie a consenti à ce que les frontières de la Roumélie s'étendent jusqu'à la mer Egée ; que l'approche de Salonique dépend de la cession de Varna et le reste du quadrilatère soit joint à la Bulgarie. — Le correspondant du *Times* à Berlin rapporte que dans une conversation avec Lord Beaconsfield, le prince de Bismarck l'engageait à faire des concessions ; le diplomate anglais répondit à son interlocuteur : « Je ne suis pas venu ici pour céder. »

La question chinoise au Congrès américain.

On parle de Washington, à la date du 28 février 1878 :

M. Horace Davis a prononcé, aujourd'hui, devant le Comité d'éducation et de travail, un discours d'une solennité et d'une netteté de jugement fort remarquables. Les arguments qu'il a fournis ont vivement impressionné les auditeurs. Après avoir admis et démontré brièvement les maux causés par l'immigration chinoise, il s'est appuyé exclusivement à la question du remède. Il a fait observer d'abord que l'opposition aux Chinois était partagée par l'immigration du peuple californien, sans distinction de nationalité et de religion.

Les Américains, les Français, les Allemands, les Scandinaves réclament tous des lois restrictives. Les agriculteurs, les hommes d'affaires, les ministres de la religion et les écrivains se sont prononcés dans ce sens. À l'appui de ses assertions, M. Davis a donné lecture d'un rapport élaboré des commissaires de Sacramento et de résolutions passées par la Convention des congrégations religieuses de cette ville. Il a déclaré que les Californiens qui se montrent favorables à l'immigration chinoise étaient guidés par un intérêt pécunier. Passant ensuite à la question du remède, il a proposé de désigner certains ports de l'Océan Pacifique comme points de débarquement pour les Chinois. Ce plan, malgré les difficultés qu'il présente, a été applaudi et a été voté. Il a été recommandé qu'un Chinois par 100 tonnes de navire, et que tout Chinois débarqué contraindrait à cette convention devra payer une taxe.

Les résolutions proposées par le Comité relativement à l'abrogation du traité Burlingame étaient insuffisantes, parce que : 1^{re} les Chinois sont venus en nombre en Californie, avant la signature du traité, et peuvent y immigrer encore en l'absence des lois restrictives du Congrès ; 2^e que les résolutions adoptées par la Chambre précédente n'ont pas été mises en vigueur ; 3^e que les négociations projetées ne pourront être entamées que dans un certain délai, et que le résultat en est doutue.

Les colonies australiennes fourraient un exemple excellent de l'impôt par tête. L'expérience a parlé. Partout où les Chinois ont vécu immédiatement, elles ont rencontré des lois restrictives. Partout l'impôt par tête a été immédiatement établi.

M. Davis a affirmé que le Congrès avait le droit de modifier les traités, et il a invoqué à cet effet les décisions rendues par les COURS DE CRÉDIT DES ÉTATS-UNIS ET PAR LES COURS SUPRÉMES. Tout se résume à une question de bonne foi. Le gouvernement chinois lui-même se prêterait de grand cœur à toute restriction de l'immigration. Les six compagnies chinoises du San Francisco adhèrent à ces restrictions. Les télégrammes envoyés par elles en font foi. Le projet de loi proposé par M. Davis ne viole pas l'esprit des traités, parce que les Chinois ne sont pas des résidents permanents et que, comme tels, ils doivent être soumis à une taxe.

M. Davis a conclu en disant que les Mongols ne pouvoient s'asseoir à nos tables, qu'ils sont étrangers à leurs habitudes en faisant un débarquement pour la Côte du Pacifique et qu'ils tendent à constituer un Etat étranger dans notre milieu.

M. Kennedy, le défenseur des Chinois, a décliné l'invitation qui lui a été faite de répondre à ce discours. Ce monsieur se réserve le droit de riposter à ses adversaires en temps et lieu, tout en déclarant que le Congrès outre-passerait ses pouvoirs en légiférant sur la matière.

(*Courrier de San Francisco*).

MOUVEMENT COMMERCIAL

DU 1^{er} AU 7 AOÛT 1878.

NAVIRES ENTRÉS.

1^{er} août — Coïtre Ariane, de 70 ton., patr. Taurua, ven. de Makates, Vairavore amarrage. — New-York, Bruxelles chargé et déchargé : 3.000 kilos sucre. — Coïtre Ariane, de 70 ton., patr. cap. Simeon, ven. de Makates, Société commerciale de l'Organic saccharine. — Fausteur, le Raistens chargé : 18 barils vin, 85 kilos toiles, 1 caisse huiles, 1 touque huile, 1 baril huile salé, 3 tonnes, 265 kilos poudres sur place. — Société commerciale de l'Organic saccharine. — I. parrot marchandise. — Green diamond, de 70 ton., patr. cap. P. S. Smith, ven. de Makates, Société commerciale de l'Organic saccharine.

2^{août} — Coal, Mattheus, de 70 ton., cap. Gailloux, ven. des Gambier, avec oscale à Amaui, Rarotonga, Crawfurd et C^o armateurs. — Le Capitaine charge : 3.295 kilos sacre, 1000 kilos vins, 300 kilos huile, 200 kilos sucre. — Coal, Mattheus, de 70 ton., patr. cap. Gailloux, ven. de Makates, Crawfurd et C^o armateurs. — E. Zoupanakis chargeur : 25.000 kilos cacao, 1 caisse coquilles, 10 marrachades réservées, 50 mètres, Rarotonga, Crawfurd et C^o armateurs.

3^{août} — Coal, Mattheus, de 70 ton., cap. Le Promeneur, ven. de l'île de Papeete, avec oscale aux Gambier et les Tuamotu. — La Mission catholique brûlante. — Coal, Mattheus, de 70 ton., patr. cap. H. M. Murphy, ven. de l'île de Papeete, avec oscale aux Gambier et les Tuamotu. — Coal, Mattheus, de 70 ton., patr. cap. H. M. Murphy, ven. de l'île de Papeete, avec oscale aux Gambier et les Tuamotu.

5^{août} — Big Superior, de 506 ton., cap. Pénaud, ven. de Nouméa (Australie). — Labalote armateur. — Shear chargé et déchargé : 735 tonnes charbon de terre. — Labalote armateur. — Shear chargé et déchargé : 735 tonnes charbon de terre.

3^{août} — Coal, Faibilia, de 24 ton., patr. Meeme, ven. de Papapehi; Byrons armateur et chargeur : 10 barils huile et denari huile, 5 barils mielée, 5 sacs coquilles, Société commerciale de l'Organic saccharine. — Société française d'Amidonnage chargée et consignataire : 1.205 kilos casson.

